

Dordogne : l'usine Eurencos pourrait accueillir une unité de traitement des déchets amiantés

Mercredi 14 mars 2018 à 20:23Par [Manon Derdevet](#), [France Bleu Périgord](#)

Un groupe composé d'employés d'Eurencos, de salariés des ateliers SNCF du Toulon de Périgueux, du parti communiste, et du Collectif élimination rapide de l'amiante, défense des exposés aux risques propose l'installation d'une nouvelle unité de désamiantage à Bergerac.



[Bergerac, France](#)

"L'amiante ce n'est pas du passé, c'est devant nous". Ce mercredi après-midi, plusieurs membres de la CGT Eurencos, du PCF, de la CGT SNCF des salariés des ateliers du Toulon de Périgueux et du Collectif élimination rapide de l'amiante, défense des exposés aux risques (CERADER) se sont réunis au sein de l'usine

d'Eurengo à Bergerac pour parler d'un projet commun d'installation d'une nouvelle unité de désamiantage.

Ensemble, ils proposent de mettre en place une unité spéciale de traitement des déchets amiantés dans la poudrière d'Eurengo à Bergerac. Ils voudraient se servir de la technique du désamiantage par trempage dans de l'acide sulfurique. Un procédé encore à l'essai et jamais développé à l'échelle industrielle.

Une nouvelle activité pour Eurengo

Pour les salariés d'Eurengo, cette nouvelle unité permettrait de pérenniser et même développer l'activité du site alors que [l'entreprise devrait bientôt devoir tourner au ralenti](#) à cause d'un embargo de poudre de la part de son fournisseur allemand.

Mais ce projet, s'il voit le jour, pourrait aussi être une bonne chose pour les salariés des ateliers SNCF du Toulon. En effet, les lignes de chemins de fer seraient utilisées pour transporter les déchets amiantés des ateliers vers la future unité de désamiantage. *"Plus besoin d'envoyer des tonnes de déchets à l'autre bout de la France pour qu'on les enterre"* explique un délégué CGT.

116 personnes décédées à cause de l'amiante en Dordogne

Du côté du CERADER 24, ce projet serait une manière de lutter contre les maladies liées à l'exposition à l'amiante. Selon le collectif, 116 personnes seraient mortes à cause de l'amiante en Dordogne. *"Nous devons faire un effort commun pour avancer plus vite"* insiste René Vincent, le co-président du collectif.

Mais même si le projet est déjà en réflexion depuis quatre ans, rien n'a encore été décidé. *"On dépend d'une volonté politique"* insiste ce collectif, emmené par des membres du parti communiste, qui devrait rencontrer des élus locaux d'ici mi-avril.